

DETENTIONS ET DEPORTATION A LA FRONTIERE ENTRE LE MEXIQUE ET LES ETATS-UNIS (partie 1)

Samuel SCHMIDT [1]

Introduction

Les chiffres relatifs à l'émigration sont froids et instructifs. Mais il nous reste encore beaucoup à apprendre sur le drame humain que vivent ceux qui décident d'émigrer, en s'exilant et laissant derrière eux, leur famille, leur société, leur culture et jusqu'à leur langue.

Les migrations ne sont pas un phénomène nouveau, l'être humain était, au début, un nomade. La sédentarisation a favorisé l'idée que l'individu doit progresser et se développer sans effectuer de grands déplacements, par conséquent dès qu'une migration importante a lieu il convient de rechercher les causes qui expliquent un tel mouvement.

Il paraît compréhensible que les guerres ou les crises politiques fassent fuir les personnes, mais il semble plus difficile de comprendre la raison pour laquelle des millions d'individus quittent leur pays surtout lorsque ce dernier connaît depuis des décennies une certaine stabilité politique. On peut donc supposer que le Mexicain (comme l'émigrant de l'Amérique Centrale) doit se trouver dans une situation désespérée, pour oser s'aventurer à émigrer vers le nord, en courant le risque d'être traqué, persécuter, et celui de subir l'abus d'autorité de la police des deux pays [2].

Les réactions gouvernementales face à l'immigration illégale sont pour la plupart de caractère policier, bien que l'immigration ne soit pas une activité criminelle et que la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis ne constitue pas une exception. Les mesures policières n'ont été efficaces d'aucun côté. Elles ont au contraire créé des tensions internes et externes, ainsi qu'un détournement du rôle que devraient jouer les contrôles frontaliers. Ce constat ne paraît guère décourager les hommes politiques qui présentent l'immigration comme un problème d'importance nationale contre lequel il faut se battre.

La criminalisation de l'immigration [3] provoque une militarisation des frontières et constitue ainsi une barrière à l'intégration nationale en exacerbant des animosités et des sentiments raciaux dirigés contre les minorités ethniques. Cette criminalisation a encouragé par effet pervers la naissance d'activités criminelles, telle la contrebande, ou a

favorisé l'émergence de bandes miliciennes prêtes à traquer les migrants sans papiers d'identité qui s'aventurent à travers les frontières ou les zones non protégées pendant la nuit.

La frontière entre le Mexique et les Etats-Unis a vu surgir une violence frontalière, source d'irritation des deux côtés de la frontière et a créé une situation d'insécurité sur la frange frontalière car les bandes qui attaquent les migrants étendent également leurs activités criminelles aux résidents, et d'autres bandes miliciennes utilisent cette frange territoriale pour commettre leur délits ou leurs rites d'initiation [4].

Les récents flux migratoires de grande ampleur sont la manifestation la plus nette des importantes inégalités économiques. Le grand courant migratoire du Mexique vers les Etats-Unis manifeste le degré de misère qui règne au Mexique et le niveau de désespoir qu'ont atteint des millions de personnes qui, peut-être, ne pensent pas pouvoir résoudre leurs problèmes économiques dans leurs lieux d'origine.

L'économie mexicaine a été dépendante de celle des Etats-Unis pendant des décennies, de sorte que les deux pays portent la responsabilité du niveau et de la nature de la misère mexicaine. Cette relation n'est pas considérée aux Etats-Unis comme un élément valable pour normaliser la politique migratoire, qui semble même détachée de la « géo-économie ». Le maniement conjoncturel des décisions migratoires en est peut-être la raison : on ouvre la frontière s'il y a carence de main d'oeuvre et on ferme dès que le marché se sature, bien qu'incidemment cette pratique soit justifiée par des critères politico-idéologiques [5].

Il est important actuellement de comprendre la politique migratoire américaine car l'utilisation de l'immigration comme bouc-émissaire peut affecter les relations entre les Etats-Unis et le Mexique, et s'avérer néfaste également pour la politique d'intégration économique continentale présidée par les Etats-Unis. Non seulement la conjoncture actuelle est marquée par une recrudescence de la politique migratoire américaine restrictive, mais il semble également que les positions anti-immigrées se renforcent y compris parmi la minorité hispanique américaine. C'est une attitude aussi bien démocrate que républicaine, ce qui aggrave la situation, et polarise les forces internes, contre tous les hispaniques, en soutenant les comportements racistes. Or tôt ou tard, la politique anti-immigrés affectera aussi les hispaniques qui s'opposent à l'immigration.

La politique migratoire mexicaine quant à elle repose sur une absence totale de restriction, et ne se définit guère comme telle bien qu'elle ait fonctionné comme une soupape face aux pressions économiques, car elle ouvre une porte de sortie à un nombre considérable de pauvres qui se doivent d'émigrer, en raison de l'absence d'opportunités économiques et qui, une fois hors du pays, envoient des sommes importantes en devises [6]. La politique américaine est plus politique, car d'un point de vue formel les frontières sont fermées, mais dès qu'un besoin de main d'oeuvre se fait pressant elles s'ouvrent surtout durant la pleine saison des récoltes.

Migration et définition de la frontière

Le Mexique et les Etats-Unis considèrent d'un commun accord la frontière comme un espace vide. Cette idée tire son origine des colonisations espagnoles, britanniques et irlandaises. Pour les Espagnols caractérisés par une « mentalité de rentier » (obtenir des terres pour recevoir une rente et un tribut) le nord sauvage n'était pas attrayant. Pour les colonisateurs des premières colonies britanniques, la terre était offerte à l'expansion et n'appartenait à personne. La frontière était ainsi un espace représentant l'aventure.

« Jusqu'à la fin du XIXe siècle les frontières étaient considérées comme des mauvaises terres ou "malpais"- le royaume des serpents à sonnettes, des bandidos et rats du désert » [7].

Le climat désertique et aride a permis de perpétuer la perception de cette zone comme « un désert sans beauté ni vie » [8] et un espace vide. C'est ainsi, que très tôt la frontière représenta un écosystème de violence, résultant de l'éloignement des centres du pouvoir, et d'un sentiment de distance par rapport à l'application de la loi. Nombre de frontaliers pensaient que cette zone possédait ses propres valeurs et sa propre morale.

Cette conception a prévalu dans les deux pays et modelé leurs politiques frontalières. Mais concernant la protection des frontières, il faut rappeler que l'expansion américaine durant le XIXe siècle a privé le Mexique de plus de la moitié de son territoire, et bien qu'il y ait une différence notoire quant aux définitions respectives de chaque Etat à propos de la frontière, le concept d'espace vide joue de part et d'autre.

Pour les Etats-Unis la région frontalière touche au thème de la sécurité nationale alors que pour le Mexique c'est plus une question de souveraineté et de protection patriotique dans le sens et physique et

symbolique [9]. Les Etats-Unis définissent le Mexique comme une arrière-cour et la frontière serait donc une clôture : on ne permettrait sous aucun prétexte que des « étrangers » sautent illégalement cette clôture car ils pénétreraient alors dans une propriété privée. Rappelons que les lois américaines protègent celui qui tue un intrus qui est entré dans son domicile.

Il est probable que ce concept de propriété soit le support philosophique justifiant le fait que les autorités américaines considèrent les émigrants mexicains qui traversent « illégalement » la frontière comme des criminels et par conséquent deviennent sujets à de redoutables sanctions. Ainsi, pour beaucoup de policiers qui protègent la clôture, leur abus d'autorité est une conséquence naturelle puisqu'ils sont protégés même s'ils en arrivent à tuer des immigrants [10].

Le gouvernement mexicain adopte une posture paranoïaque dans sa perception des Etats-Unis car c'est un colosse qui lui a déjà pris la moitié de son territoire, il ne peut lutter contre lui et il doit le traiter avec précaution.

S'il est évident que cette relation présente des avantages, elle comportent également potentiellement des risques, comme celui d'une invasion culturelle ou bien une domination économique. Cette approche paranoïaque a peut-être motivé une politique ambiguë, passive, située dans une perspective libérale classique de laisser-faire et laisser-passer, où nombre d'événements peuvent se produire dans une zone frontalière militairement non-protégée, où seuls quelques corps policiers agissent. En revanche les Etats-Unis maintiennent des bases militaires situées à une ou quelques heures de « route » des 10 villes frontalières mexicaines les plus importantes.

Tableau I : Populations frontalières/villes frontalières [11]

1970 1980 % 1990 %

Total U.S. 203 302.031 226 545.805 11 248 709.873 10

Total Mexique 48 225.238 66 846.833 39 81 249.645 22

Brownsville, TX 52 522 84 997 62 98 962 16

Matamoros, Tamps. 137 749 188 703 37 303 293 61

McAllen TX 37 636 66 281 76 84 021 27
 Reynosa, Tamps 137 383 194 657 42 265 663 36
 Laredo, TX 69 024 91 449 32 122 899 34
 Nuevo Laredo, Tamps 148 867 201 690 35 218 413 8
 Eagle Pass, TX 15 364 21 407 39 20 651 -4
 Piedras Negras, Coah. 41 033 67 444 64 96 178 43
 El Paso, TX 322 267 425 259 32 515 342 21
 Ciudad Juárez, Chih. 407 370 544 496 34 789 522 45

1970 1980 % 1990 %

Nogales, AZ 8 946 15 683 75 19 489 24
 Nogales, Son. 52 108 65 587 26 105 783 61
 Calexico, CA 10 625 14 412 36 18 663 29
 Mexicali, B.C. 263 498 341 559 30 438 377 28
 San Diego, CA 697 027 875 538 26 1 110.549 27
 Tijuana, B.C. 277 306 429 500 55 698 752 63

L'immigration a contribué à augmenter l'importance de la frontière en créant plusieurs métropoles dans chaque pays. Aujourd'hui, comme on peut l'observer dans le tableau I, 4 906.557 de personnes se sont établies dans seize villes frontalières, allant de Calexico avec 18.663 habitants en Californie jusqu'à San Diego, aussi en Californie avec 1 110.549 habitants.

Cette croissance accélérée a donné naissance à une zone possédant sa propre autonomie économique, non seulement parce que les expériences passées attirent un grand nombre de personnes mais également parce que sa superficie a créé un marché important. C'est un facteur qui attire l'attention des centres de pouvoir des deux pays, et tient également au fait que la frontière est devenue une zone à risque qui touche un nombre considérable de personnes.

De plus, les conditions d'instabilité économique et politique continentales ainsi que les récessions prolongées des dernières décennies ont provoqué des migrations qui, suite à la « droitisation » de la politique des Etats-Unis, sont perçues comme dangereuses pour la société américaine. Cette dynamique a motivé un changement draconien dans la politique migratoire mexicaine et américaine. Les deux pays ferment leurs frontières au Sud et les maintiennent ouvertes au Nord.

La migration mexicaine aux Etats-Unis

Des trente deux Etats de la République mexicaine, dix-huit "fournissent" des candidats à l'émigration. Dans les années 80 le Guerrero (15,2%), Michoacan (17,6%), Hidalgo (18,0%), Durango(18,8%) et le cas extrême de Zacatecas (33,8%) ont connu une perte migratoire supérieure à 15%.

Une étude faite en janvier 1992 pour le service de l'Immigration et de la Naturalisation américain dans la zone de San Diego, signale que 52% des Mexicains détenus provenaient des districts fédéraux, Jalisco, Michoacan et Guerrero [12].

Même si dès les années trente des Etats tels que le Zacatecas et le Durango envoyaient leurs citoyens aux Etats-Unis, on ne peut que constater une augmentation de l'immigration mexicaine depuis les années soixante-dix ainsi d'ailleurs que le taux de pauvreté.

La migration mexicaine résulte d'un processus économique et a servi de soupape économique et même politique étant donné les pressions potentielles qu'un taux de chômage élevé aurait pu provoquer dans le pays [13]. Dès lors on soutient la thèse que les migrants mexicains aux Etats-Unis doivent être considérés non comme des immigrants mais comme des réfugiés économiques et qu'ils ont droit par conséquent à un statut protecteur similaire à celui des réfugiés politiques, car ils sont forcés de partir de chez eux [14].

La dimension quantitative

En 1942, les Etats-Unis et le Mexique élaborèrent le Programme Bracero qui consistait à « importer » d'une façon temporaire un nombre illimité de travailleurs agricoles. Vers la fin du programme, en 1964, plus de 4,5 millions de mexicains ont travaillé temporairement aux Etats-Unis [15]. Il faut toutefois préciser que ce chiffre peut comprendre des travailleurs ayant été employés plus d'une fois.

Bien que nous ignorons combien de fois en moyenne fut employé chaque individu, il est évident que le programme Bracero n'a pas absorbé toute la main d'oeuvre mexicaine disponible, étant donné le flux migratoire des personnes sans papiers d'identité.

Durant son application il y eu environ 33% de Mexicains en situation d'être déportés, et pour 1954 seulement, un million d'immigrés sans papiers furent déportés. A cette époque déjà le niveau moyen d'un salarié aux Etats-Unis attirait les Mexicains. Au terme du programme, le nombre de Mexicains déportables augmenta en termes absolus et proportionnels. En 1961 il y avait 29 817 Mexicains déportables représentant 33,6% du chiffre total, en 1976, ils atteignirent 781 474 soit 89,2% du total des personnes déportables [16].

Le flux de Mexicains avec et sans papiers a créé des conditions de reproduction de ce flux, comme les réseaux de soutien, qui alliés à la mauvaise situation économique qu'a connu le Mexique durant ces douze dernières années a gravement augmenté le chiffre total de Mexicains aux Etats-Unis. Cependant il est difficile de connaître avec exactitude ce chiffre même s'il s'agit de n'obtenir qu'une approximation. Ceci est dû à la définition du recensement qui regroupe les « Latinos » ou hispaniques et à une mauvaise évaluation de ce groupe. D'autre part, il est facile de tomber dans le piège des chiffres exorbitants sans se rendre compte que souvent on utilise des chiffres dont on ignore la source. Lors d'une interview avec le directeur du Département des Services de l'Immigration et Naturalisation (INS) à El Paso Texas [17], celui-ci avoua que les chiffres qu'on utilise pour calculer le nombre de Mexicains sans papiers aux Etats-Unis ne s'appuie sur aucune base scientifique.

Il apparaît de toute évidence que la technique du « guess estimate » a prédominé dans le calcul des Mexicains vivant aux Etats-Unis et des immigrants sans papiers. En 1975, un groupe d'intéressés sans autre référence que leurs propres opinions estimaient à 8 180 000 le nombre de Mexicains se trouvant aux Etats-Unis [18].

Les chiffres utilisés par la « border patrol » sont gonflés pour exacerber des sentiments anti-mexicains qui lui permettent d'obtenir des augmentations budgétaires. Le plus grave est que de nombreuses recherches sont basées sur ces estimations, ce qui a un effet désastreux, un impact néfaste pour les deux pays et entraîne une politisation intempestive de la question de l'immigration. L'enregistrement d'un chiffre élevé d'immigrés mexicains justifie

l'amplification de la militarisation frontalière, et assure également la censure du système économique mexicain.

La « border patrol » insiste actuellement sur le fait que chaque détenu représente un individu bien distinct, et ne prend pas en compte le fait de savoir s'il s'agit ou non d'un récidiviste, gonflant ainsi artificiellement les chiffres. Pour 1992 et 1993 elle enregistrait 1,1 millions de détenus (cf. tableau II) calculant que pour chaque détenu trois immigrants arrivent à pénétrer le pays, ce qui donne un total de 3,3 millions qui s'ajoute aux 1,1 millions, c'est à dire 4,4 millions de Mexicains. Si ce nombre était correcte, plus de 5% de la population totale du Mexique par an émigrerait vers les Etats-Unis [19].

L'INS modifie ce chiffre en considérant que ces 4,4 millions rendent compte d'une moyenne de cinq tentatives ce qui réduit le nombre à 880.000 mexicains, chiffres que les autorités migratoires mexicaines semblent accepter.

Une étude récente [20] accepte les données de détenus provenant de la « border patrol », qui applique la convention de trois « introduits » pour chaque détenu ; mais cette étude établit un chiffre de 2,8 tentatives pour chaque traversée à succès, ce qui donnerait 1 571.428 d'immigrants mexicains sans papiers en 1992.

L'étude de Santibañez fut appliquée seulement à deux postes de Tijuana et peut avoir une influence saisonnière non explicite sur le rapport, le facteur accepté de trois personnes passant la frontière pour chaque détenu, tout comme l'idée utilisée par l'INS de cinq tentatives pour chaque traversée, s'avèrent inconsistants.

Tableau II : Arrestation à la frontière américano-mexicaine

1990* 1991 1992 1993 1994**

Total 206 920 1 081 850 1 134 332 1 182 912 647 229

Marfa 1 587 10 837 33 764 42 778 98 371

McAllen 16 376 86 136 86 390 115 259 81 376

Del Río 4 823 38 746 33 192 43 738 33 540

El Paso 35 836 35 836 142 048 179 410 158 070

Yuma 6 997 26 798 23 652 23 665 14 072

Tucson 9 704 61 406 73 544 98 802 89 890

San Diego 101 475 544 466 544 576 889 930 477 106

El Centro 6 504 30 435 29 326 30 371 17 549

* de octobre à décembre

** de janvier à juillet

source : « border patrol »

On peut dire que le nombre d'immigrés sans papiers s'élève entre 880.000 et 1,5 millions bien qu'avancer de tels chiffres demeure toujours un peu risqué. Cependant, l'autre approximation possible consisterait à prendre en compte le nombre de Mexicains qui ont émigré légalement et qui s'élèverait à 4,7 millions en cinq ans [21].

Selon ce chiffre, le Mexique « produirait » presque 2% d'émigrés, ce qui expliquerait le taux de chômage peu élevé rapporté par le gouvernement mexicain (environ 3,5% en 1993, bien que d'après les leaders ouvriers ce taux atteindrait 20% [22]). Si 1,1 millions de Mexicains intègrent annuellement le marché du travail et que durant un an plus d'un million et demi ont émigré, on aurait donc une perte nette de plus de 400.000 personnes. Si cette tendance persiste, un renversement de la situation sur le marché du travail engendrerait une carence de la force du travail

L'épée de Damoclès qui plane sur les statistiques migratoires réside dans la politisation des chiffres. Ceux-ci peuvent être maniés vers une baisse pour contrecarrer les intérêts conservateurs des Etats-Unis, parmi lesquels certains s'avouent racistes [23]. D'autre part, cette utilisation donnerait une fausse idée sur la véritable ampleur du courant migratoire mexicain vers l'extérieur, masquant la nature des causes qui le provoque et qui peuvent se synthétiser en une mauvaise distribution du revenu et une extrême misère.

Neoliberalisme et concentration de la richesse

D'un point de vue historique, le Mexique a vu sa richesse concentrée entre les mains d'une poignée d'individus. La stratégie poursuivie par le gouvernement : augmenter le profit pour favoriser l'investissement,

provoqua une misère extrême et en contrepartie une richesse prodigieuse.

Pour illustrer rapidement les manifestations de cette richesse nous pouvons citer les scandales comme celui provoqué par une réunion de chefs d'entreprises et du Président de la République pendant laquelle chacun d'eux fit un don de 25 millions de dollars au Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) au pouvoir depuis 1929 pour créer un fonds partisan [24].

Tout aussi surprenants sont les calculs des fuites de capitaux [25] qui au moment le plus crucial de la crise mexicaine de la dette en 1987, s'élevaient à un montant de 107,470 millions de dollars [26]. Il faut savoir que les Mexicains ont soutenu pendant des années le marché des biens-fonds au sud des Etats-Unis. Durant les années soixante dix, les gens appelaient de façon humoristique le centre balnéaire du Texas, South Padre Island, le Nuevo Leon [27], ou identifiaient deux élégantes tours de San Diego California, comme les Taco Towers de Coronado.

La concentration du capital n'est pas un concept nouveau. Des années durant les économistes attirèrent l'attention sur les effets pernicioseux que peut avoir la persistance de cette concentration. En dix neuf ans (de 1950 à 1969) 20% de la population la plus aisée éleva de 4% la part du revenu national qu'elle contrôlait pour parvenir à 64%, reléguant dans la misère 70% de la population la plus démunie.

Le grand projet pétrolier mexicain de la fin des années soixante dix et du début des années quatre-vingt contribua à aggraver le problème de la distribution. Dans les années quatre-vingt-dix, le gouvernement adhéra au néolibéralisme avec l'intention d'aboutir à une alliance avec les républicains des Etats-Unis. L'hypothèse était que cette politique engendrerait des modifications structurelles bien perçues par les architectes de la reaganomanie, et déboucherait sur un immense flux d'investissements vers le Mexique, l'influence des Etats-Unis sur les organismes financiers internationaux, facilitant un traitement plus favorable du Mexique.

Cependant la réalisation de ce projet fut tardive et n'eut pas les effets escomptés car au lieu de résoudre les entraves à l'économie nationale, il rendit le Mexique bien plus dépendant des Etats-Unis, et entraîna une concentration du profit, engendrant ainsi une poignée de très riches et une masse de très pauvres ; fait dont on devrait avoir honte

et qui historiquement peut être considéré comme une tragédie nationale.

La privatisation du secteur public de l'économie dont on parla tant sous l'administration Salinas a « oligarchisé » le Mexique. Trente six familles, membres du Conseil des hommes d'Affaires, possèdent soixante dix groupes économiques contrôlant l'économie mexicaine et font du Mexique leur instrument personnel d'accumulation de richesse. En effet leur profit équivaut à 73% du revenu des entreprises cotées en bourse [28]. Au début de sa présidence Ernesto Zedillo est confronté au résultat de cette politique ; ainsi il a dû dévaluer le peso et entamé un programme d'austérité qui devrait entre autre accélérer l'immigration illégale.

< !--SPIP--> Neoliberalisme et concentration de la pauvreté

La contrepartie de la richesse extrême est la misère extrême. Le miracle mexicain qui démarra pendant les années quarante laissa la séquelle d'une misère très marquée. Depuis 1963 déjà, on comptait 30 millions de pauvres dont 24 millions vivaient dans une misère extrême. En 1984, le nombre de personnes vivant dans un état de misère extrême se réduisit, mais se remit à augmenter dès l'année suivante. En 1991, il y avait 51 millions de pauvres et 19 dans une misère extrême. Seulement un an plus tard le nombre de pauvres s'éleva à 55 millions et à 20 ceux vivant dans des conditions d'extrême misère [29]. Le responsable du développement du programme alimentaire lors de la présidence de Jose Lopez Portillo (1976-1982) déclara en 1980 : « nous ne pensons pas laisser en dehors de la modernisation ces 20 millions de marginaux, non seulement parce que c'est une question de justice, mais aussi parce que le besoin d'élargir le marché se fait ressentir ».

Citant le Programme de formation et Productivité du Secrétariat du Travail et de la Prévision Sociale Balboa Reya [30] considère qu'en 1991 le Mexique comptait 12 millions de travailleurs se trouvant dans une misère extrême mais si on prend en compte chaque membre de la famille le chiffre s'élève alors à 34 millions de personnes.

Une partie du problème réside dans la définition des facteurs économiques. L'administration de Carlos Salinas de Gortari en adoptant la thèse du facteur travail comme celui qui provoque le plus d'inflation, établit une politique de stabilisation qui freina le revenu et augmenta le nombre de pauvres et les caractéristiques de la pauvreté.

Même s'il n'y a pas de consensus sur les chiffres, différentes études dressent un tableau dramatique. Selon le XI^e Recensement Général de la Population et du Logement [31] de 1990, 12,4% de la population étaient analphabètes 36,4% des logements n'avaient pas de système d'évacuation des eaux, 20,6% n'avaient pas l'eau courante et 12,5% l'électricité.

Concernant la qualité de la vie, il fut révélé, lors de l'Assemblée des représentants de la ville Mexico, que 34% des enfants mexicains ont une stature et un poids plus bas que la normale et le taux de mortalité infantile est de 12 pour 1000 naissances [32].

Dans une étude réalisée par une équipe d'économistes du Centre d'Analyse de la Faculté d'Economie de l'Université Nationale Autonome du Mexique on établit qu'en 1977 57,9% de la population vivait en situation de pauvreté. Actuellement le chiffre est de 91,1%, c'est à dire que 78 millions de Mexicains ne peuvent subvenir aux plus simples nécessités". En 1989 12 730.734 personnes c'est à dire 16,2% d'entre eux vivaient dans un extrême pauvreté, en 1992 le chiffre atteignait 24. 496 582 c'est à dire 30,1% de la population [33].

Une autre approche serait d'envisager la valeur du salaire minimum, qui est obligatoire au Mexique et se révisé annuellement en janvier. Selon les économistes de l'UNAM, depuis 1982 année pendant laquelle Salinas de Gortari se chargea de mener la politique économique du régime jusqu'en 1993 le salaire minimum augmenta de 409%, mais le prix du panier de base intégral (CBI) constitué de 312 biens et services de consommation et d'utilité quotidienne pour une famille de cinq personnes augmenta de 1,388%. En 1982 le salaire minimum permettait d'obtenir 38% du CBI, mais en 1993 il ne permettait plus que l'obtention de 13% seulement du CBI.

Une autre démarche [34] consisterait à envisager le salaire minimum en termes réels lequel atteignit un maximum en 1976 et commença à décliner pour en arriver en 1985 à se situer au même niveau que celui de 1966 inférieur de 40,1% à celui de 1976 et de 25,1% à celui de 1970. Ce qui signifie que le salaire minimum était revenu au niveau atteint lors de la précédente génération. Mais si l'on considère que le salaire réel continua à diminuer durant les huit années suivantes et qu'en 1993 la débâcle fut complète [35] on doit en conclure que les mexicains ont perdu là le labeur de plus d'une génération et non d'une décennie comme beaucoup le pensent.

En termes de valeur ajoutée l'apport du travail au PIB diminua également, passant de 37,4% en 1981 à 26,4% en 1986 alors qu'aux Etats-Unis il restait constant [36]. Le rapport du Service d'Immigration, précédemment cité, affirma que 79% des immigrants étudiés, possédaient un emploi avant d'émigrer, bien que ne gagnant en moyenne que 34,36\$ par semaine [37].

La récession prolongée, engendre depuis des décennies des taux de violence et de criminalité sans précédent. Sans doute est il significatif que les Etats-Unis qui possèdent des taux de violence électorale particulièrement significatifs, soient ceux qui expulsent aussi des populations.

Face à ce sombre panorama, il n'est guère étonnant que les Mexicains aient réfléchi en fonction de leurs aspirations, sur les réussites de leurs compatriotes qui bénéficièrent du Programme Bracero et soient retournés vers le nord [38].

Migration vers les villes

Le Mexique présente non seulement une dichotomie pauvres et riches, mais aussi entre villes disposant de maigres ressources et campagnes extrêmement pauvres. La misère rurale est la principale cause de la transformation du Mexique en un pays majoritairement urbain, et ce, en quelques décennies. Cette migration interne n'est pas due à la merveille des villes ou bien aux nombreuses opportunités qu'elles offrent, mais à la situation déplorable des campagnes négligées.

La mauvaise répartition du revenu dans les campagnes s'attestait vers la fin des années soixante par le fait que 86% des propriétés arables n'atteignaient pas cinq hectares et cette partie regroupait 80% du travail agricole dont la productivité par travailleur était de 213\$ à comparer aux 2 300\$ dans le reste du secteur économique. Sans mentionner le salaire dont beaucoup de travailleurs agricoles se trouvaient dépourvus, d'autres étaient propriétaires (très pauvres) de minuscules parcelles.

La ville était un aimant pour une population sans perspectives de développement en zone rurale et pour laquelle le seul salut possible résidait dans la migration.

Cependant l'infrastructure urbaine ne présentait aucune capacité d'absorption. Les villes commencèrent à accumuler la misère et se

transformèrent en foyers insalubres et en centres confrontés à des problèmes d'environnement avec une infrastructure décrépie.

Les emplois que trouvèrent les migrants dans les villes étaient mal rémunérés comparés à ceux pratiqués aux Etats-Unis. Le salaire minimum est d'environ 37 cents de l'heure alors qu'aux Etats-Unis il s'élève à 4,25\$. Aussi il n'est guère surprenant le flux de population ait pris la direction du Nord. La seule différence peut-être est que maintenant plusieurs cycles migratoires se sont développés, comme celui des zones rurales qui évitent les villes et se dirigent directement vers les Etats-Unis.

Le cas des indiens mixtecos de Oaxaca est très instructif. Dans un seul district électoral, plus de 60 000 mixtecos sont partis engendrant ce qui semble être deux cycles combinés. L'un d'eux serait constitué par les travailleurs « hirondelles » qui se déplacent vers les Etats agricoles de Sinaloa et Sonora [39] au Nord Est du Mexique et après avoir ramassé quelques miettes, retournent à leurs parcelles pour les préparer et les laisser à la charge de leurs épouses.

Mais ce cycle s'est apparemment modifié. Un grand nombre de mixtecos a immigré vers la basse Californie ou se sont créés d'importantes colonies. Ces dernières émigrent souvent vers le Nord, créant un autre cycle qui consiste en un retour vers les colonies de basse Californie, notamment la ville de Tijuana. Beaucoup de gens s'installent alors aux Etats-Unis et ne reviennent pas. L'importance de cette migration est telle que le candidat du PRI voyage jusqu'en basse Californie lors de sa campagne pour l'élection au poste de Gouverneur. D'autres en revanche restent maintenant à Oaxaca.

Les villes moyennes mexicaines, y compris les villes frontalières ne peuvent plus retenir les migrants. Ceci s'explique autant par le manque de travail que par l'absence de logement et services urbains. Paradoxalement, le départ des Mexicains convient au gouvernement afin d'alléger les pressions sur les villes démunies [40].

La récente migration vers les Etats-Unis

L'incapacité de l'économie mexicaine à créer des emplois, ajoutée aux effets de la migration passée ont provoqué une augmentation substantielle de l'émigration vers les Etats-Unis.

Vernez et Ronfeldt [41] ont établi que depuis 1976 l'immigration légale mexicaine s'était stabilisée à une moyenne de 66 000 personnes par

an. Cependant il semble que ce chiffre ait considérablement augmenté en partie à cause des changements légaux intervenus aux Etats-Unis qui redistribuèrent les quotas de l'immigration et facilitèrent la régularisation des personnes qui vivaient déjà dans le pays. Entre 1986-1987, 3,1 millions de Mexicains régularisèrent leur situation migratoire à la suite de la loi Simpson-Rodino. Les nouveaux quotas entraînèrent 1 625.235 immigrants légaux entre 1990-1991 [42]. Si l'on ajoute la migration légale au scénario, dans lequel nous avons 880 000 migrants sans papiers d'identité par an, nous arrivons à un total de 3 385.235 migrants qui représentent plus de 4% de la population mexicaine.

Pour Corona [43] le « phénomène migratoire est devenu plus hétérogène, complexe, et plus ample » incluant même des zones du Mexique qui n'avaient auparavant jamais « produit » de migrants. Ce phénomène s'est accéléré durant la décennie 1980-1990, s'élevant à un total de 14,094 millions de Mexicains, dont 13,6% représentent les habitants d'origine et leurs descendants issus du territoire qui passèrent du Mexique aux Etats-Unis au XIXe siècle.

Corona démontre qu'un pourcentage élevé retourne au Mexique après avoir habité aux Etats-Unis au moins huit ans. Cependant, il semble que la migration mexicaine soit en train de changer. Au lieu de l'image du mexicain pauvre et illettré, le migrant a de plus en plus un niveau éducation élevé. Ce sont des familles entières qui émigrent et au lieu d'aller et venir elles semblent disposer à s'installer aux Etats-Unis [44] Si cette affirmation s'avère exacte et si l'on tient compte des 3,3 millions de mexicains qui émigrent tous les ans, il devait y avoir en 1995 27,2 millions de Mexicains aux Etats-Unis.

La migration produit également des complications sociales, par exemple le démembrement de la cellule familiale provoquée par la migration de l'un des membres de la famille, normalement le chef de famille, incitant les autres membres à émigrer et à se rassembler. Ainsi on estime que 30% des migrants aux Etats-Unis sont des enfants et que 12% ont moins de cinq ans. Bon nombre de ces enfants sont sans domicile fixe et émigrent afin de retrouver leurs parents. Selon l'Organisation Internationale du Travail il y a 11 000 enfants qui travaillent aux Etats-Unis au mépris des lois [45].

En général, les migrants mexicains se rapatrient et évitent la naturalisation peut-être parce qu'ils pensent retourner un jour au Mexique. S'ils changeaient d'attitude leur poids politique pourrait augmenter d'une façon considérable.

Aujourd'hui les exemples d'influence sur la politique locale commencent à abonder comme le démontre le cas du Texas. Le cas de Henry Cisneros est à ce propos très révélateur. Il fut Maire de San Antonio, se proposa durant la campagne électorale de Bill Clinton d'être le lien avec les Hispaniques, il est aujourd'hui Secrétaire du Logement et du Développement Urbain.

Les millions de Mexicains ou de personnes d'origine mexicaine vivant aux Etats-Unis se concentrent dans quelques Etats qui, par pure coïncidence, sont ceux qui pèsent le plus électoralement. Les Mexicains enregistrent un taux de croissance, plus élevé que celui de la moyenne nationale si l'on ajoute la croissance naturelle à celle due à l'immigration ; de sorte que d'ici une décennie le poids politique de la communauté mexicaine sera élevé et pourra devenir un élément crucial pour la résolution de certaines questions électorales.

[Lire la suite](#)

[1] Professeur à l'Université Texas d'El Paso (UTEP).

[2] Dans le cas des migrants d'Amérique Centrale la situation est encore plus dramatique. On dénonce le viol systématique de femmes d'Amérique centrale qui traversent la frontière. On peut en voir un exemple dans le film « el Norte ». Ce phénomène diffère toutefois du cas mexicain et n'est pas le sujet de cet article

[3] Le Congrès des Etats-Unis prévoit dans sa loi sur le crime une augmentation de 6 000 agents de la « border patrol » durant les cinq prochaines années qui viendront s'ajouter aux 4 000 agents déjà existants. Associated Press, « Border Patrol Stretched Too Thin », El Paso Times July 17, 1994, 7B.

[4] Zuniga Victor, « Los Locos del Barrio o la Ostentacion del Estigma : Identidad Social y Frontera en una Pandilla de Matamoros, Tamaulipas », Rio Bravo., Vol.1, n°1., 1991, p. 47-68.

[5] Calavita Kitty, « California's « Employer Sanctions » : The Case of the Disappearing Law, San Diego, University of California, San Diego, Center for U.S.-Mexican Studies. Research Report Series, 39, 1982.

[6] On observe une augmentation des envois de devises, qui sont passés de 1 262 dollars en 1980 à 2 300 dollars en 1985 et à 3 151 dollars en 1990.

[7] Barry Tom & Sims Beth., *The Challenge of Cross Border Environmentalism. The U.S.-Mexico Case*, Albuquerque, Resource Center Press, 1993, p. 19. La description de Sonnichsen à propos du déménagement du légendaire juge texan Bean vers Mesilla ,Nouveau Mexique dit : " the Bean Brothers always headed for a frontier community on the make where pushing Americans could get theirs without too much regulation and interference".

[8] Barry Tom & Sims Beth, *op. cit.*, p. 19.

[9] Il existe encore au Mexique des peurs d'une invasion idéologique et culturelle rappelant la décennies années 70, quand le gouvernement tenta d'interdire les affiches publicitaires en anglais.

[10] Les policiers sont apparemment protégés par un code d'honneur même s'ils abusent des citoyens. Bien sur ceci s'applique également à l'abus des migrants.

[11] Source : David E. Lorey, *United States-Mexico Border Statistics Since 1900. 1990 Update*, (Los Angeles :UCLA,1993), table S100.

[12] U.S. Immigration and Naturalization Service, *Recent Upsurge in Apprehensions of Mexican Nationals for Illegal Border Crossings in the San Diego Sector : A Look at Causative Factors*. Mexico City Office. American Embassy, sans date, p. 4.

[13] Cothran, Dan A, *Political Stability and Democracy in Mexico*, Westport, Praeger, 1994, p. 4.

[14] Schmidt Samuel, « Migracion o refugio economico. El caso mexicano », *Nueva Sociedad*, n° 127, sept.-oct. 1993, pp. 136-147.

[15] Vernez Georges, Ronfeldt David, « The Current Situation in Mexican Immigration », *Science*, Vol. 251, march 8, 1991, p. 1189.

[16] Diez Canedo, Juan., *La Migracion Indocumentada de Mexico a los Estados Unidos. Un Nuevo Enfoque*, Mexico D. F, Fondo de Cultura Economica, 1984, p. 30, tableau 1. Cet auteur considère également la migration comme un problème économique.

[17] Entretien avec Alfred Giugni, 30 mars 1993.

[18] Diez Canedo, Juan., op. cit., p. 31.

[19] La « border patrol » aurait modifié dernièrement son critère de 3 pour 1 pour celui de 1 pour 1, afin de ne pas montrer que la première comparaison leur donnait une image d'inefficacité.

[20] Je remercie les auteurs pour m'avoir procuré une copie préliminaire de la conférence. Santibañez, Jorge, Valenzuela, Javier y Velasco, Laura, *Migrantes Devueltos por la Patrulla Fronteriza*, presentado en la Conferencia Facetas de la Violencia Fronteriza, Universidad de Texas en El Paso, Mayo 3-4, mimeo, 1993.

[21] U.S. Department of Justice, Immigration and Naturalization Service, *INS Fact Book*, U.S. Government Printing Office, 1993.

[22] De sérieuses réserves existent quant à la fiabilité statistiques officielles mexicaines ainsi que sur le taux de chômage. Il semble que la méthode suivie pour mesurer ce dernier ait tendance à le sous-estimer.

[23] A San Diego, un groupe a surgi vers la fin des années 80. Il allait à la frontière pour « chasser » les Mexicains. Un juge californien déclara récemment innocents deux individus qui avaient molesté des Mexicains. C'est aussi en Californie que l'on a approuvé la proposition 187 qui n'autorise pas les immigrants sans papiers à bénéficier des prestations du système éducatif et des services médicaux convertissant les prestataires de ces services en informateurs du Service de la migration. L'application de la loi fut suspendue par la Cour suprême, mais le thème de l'immigration a investi le débat politique qui tend vers une fermeture de la frontière et la suppression des services dont peuvent bénéficier les immigrants avec ou sans papiers.

[24] Rodriguez Castañeda Rafael, « Borrego, 29 magnates y el Presidente de las Republica », *Proceso*, n° 853, Marzo 8, 1993, p. 13. John M. McClintock du *Baltimore Sun* indique que les millions de dollars que l'on essaya de réunir, était de loin supérieure aux 300 millions de dollars que coûtèrent les campagnes de Clinton, Bush et Perot réunies. L'auteur conclut : "dans un pays où la moitié de la force de travail gagne 9,40 dollars par jour le fait que 30 hommes réunissant \$750 millions en une soirée est la confirmation cynique de

ce que n'importe quel mexicain pense d'un gouvernement dénommé « la mafia ».

[25] Il n'existe aucune source qui établisse le montant des capitaux qui quitte le Mexique et d'autres pays d'Amérique Latine. En 1976, la dette total s'élevait à 19 600 millions, 27.296 millions sortirent du pays. (Samuel Shmidt, *The Deterioration of the Mexican Presidency*, Tucson, University of Arizona Press, 1991, p. 119). De 1976 à 1984 27milliards ont quitté le pays (Frieden, Jeffrey A., « Winners and Losers in the Latin American Debt Crisis » in Barbara Stallings, Robert Kaufman (eds.) *Debt and Democracy in Latin America*, Boulder, Westview, 1989, p. 31.).

[26] Gurria, Jose Angel, « Debt Reduction and the "Virtuous Circle" », *El Financiero International*, July 22, 1991, p.15.

[27] Dans ses mémoires un ex gouverneur de Nuevo Leon Luis Farias déclare : « on prétend que pour être considéré originaire de Monterrey il faut avoir une maison dans l'Isla del Padre, car pour s'inscrire comme candidat pour Monterrey on nous demande une maison la-bas » (Farias Luis M., *Asi Lo Recuerdo. Testimonio Politico*, Mexico, D. F., Fondo de Cultura Economica, 1992, p. 170.).

[28] Acosta, Sarah, « Mexico Inc., the Corporate Elite », *Hispanic Business*, Agosto 1992, p.18-30.

[29] Balboa Reyna, Flor de Maria, « Antes de que la verdad Irrumpa », *La Jornada Laboral*, Agosto 30, 1991, p.4-5.

[30] Op. cit., p. 5

[31] Les données préliminaires au recensement furent remises en question car le dénombrement de la population de la presque totalité des villes était très bas. L'erreur provenait apparemment du fait l'on ne comptabilisa pas les résidents irréguliers qui dans nombre de cas étaient aussi nombreux que les habitants de la ville. Dans la ville frontalière Ciudad Juarez, Chihuahua, on compte 85 colonies irrégulières et selon les autorités municipales presque plus de 500 000 personnes des 750 000 inscrites lors du recensement.

[32] Reyes Morales, Rico, « Pride Mayor Presupuesto la ARDF Para Gasto Social y de Salud », *El Financiero*, Abril 8, 1993, p. 19.

- [33] Corro Salvador, « Vertiginoso Crecimiento de la Pobreza en el Sexenio », *Proceso*, n° 854, Marzo 15, 1993, p. 30-31.
- [34] Martinez, Ifigenia, *Algunos Efectos de la Crises de la Distribucion del Ingreso en Mexico*, Mexico D.F., UNAM, 1989, p.46.
- [35] Banamex, *Review of the Economic Situation of Mexico*, Mexico D.F., august, tableau 7, 1993, p.330.
- [36] Martinez, Ifigenia, *op. cit.*, p. 37-38.
- [37] Department of Justice, *Immigration an Naturalization Service, INS Fact Book*, U.S. Government Printing Office, 1993, p. 4.
- [38] Herrera Sobek Maria, *The Bracero Experience. Elitelore versus Folklore*, Los Angeles, University of California Press, UCLA Latin American Studies Center Publications, 1979.
- [39] Sonora est à la frontière avec les Etats-Unis.
- [40] World Bank, *Urban Policy and Economic Development. An Agenda for the 1990s*, Washington D.C., 1991.
- [41] Vernez Georges, Ronfeldt David, *op. cit.*
- [42] U.S. Department of Justice, *Immigration an Naturalization Service, INS Fact Book*, U.S. Government Printing Office, 1993.
- [43] Corona Vasquez Rodolfo, «Una estimacion del crecimiento de la poblacion de origen mexicano que reside en los Estados Unidos, 1850-1990 », *Rio Bravo*, Vol.III, n° 2, spring, p. 92.
- [44] Vernez Georges, Ronfeldt David, *op. cit.*
- [45] Données présentées et remises en question par Jesus Rodriguez, Directeur des Organismes Internationaux de la Commission National des Droits de l'homme au Foro de Consulta Frontera Norte de la Comission des Affaires frontalières de la Chambre des Deputés, Monterrey, Nuevo Leon, 13-14 avril, 1993.

DETENTIONS ET DEPORTATION A LA FRONTIERE ENTRE LE MEXIQUE ET LES ETATS-UNIS (partie 2)

Samuel SCHMIDT

La loi migratoire des Etats-Unis mise en perspective Indépendamment de leur rôle dans les deux systèmes économiques les migrants dépourvus de papiers d'identité sont perçus comme criminels et souffrent des abus de la police des deux pays [1]. Les migrants avec et sans papiers souffrent des vexations des agents migratoires américain et de la « border patrol ». Ils souffrent également des bandes de délinquants (gangs), des criminels et des groupes racistes. A San Diego, un groupe de jeunes allait à la frontière pour « chasser » des Mexicains. Dans le cas des Etats-Unis la philosophie qui soutient cette position politique s'appuie d'une part sur une longue série d'essais visant à restreindre l'immigration afin de ne pas rompre la suprématie blanche, plus connue sous les initiales WASP (White Anglo Saxo Protestant), et d'autre part pour réglementer la force de travail. Rappelons qu'au début du XXe siècle on tenta également de limiter l'impact politique de la migration européenne et on ouvrit les portes à l'immigration mexicaine [2]. De toute façon la loi sert à traduire juridiquement un sentiment national non dépourvu d'influence idéologique ou d'une distorsion d'un véritable objectif. Selon Kitty Calavita [3] la loi occulte les contradictions. Dans le cas de la loi migratoire c'est le facteur d'exploitation du travail qui est occulté. Il en résulte que la « criminalisation » du travail et par conséquent de l'immigration font partie du même phénomène philosophico-politique. De plus on utilise fréquemment la condition de migrant comme une circonstance aggravante dès qu'il y a un soupçon de criminalité. Selon Daniel Wolf un travailleur sans papier d'identité sera plus facilement détenu sans caution qu'un citoyen en règle [4]. De plus, dans la zone de San Diego, la police prétend que les « sans papier » sont coupables de crime, même s'ils sont souvent eux-mêmes la cible des crimes. Ajoutons à cela la définition politique d'une zone « vide » considérée comme no man's land ainsi que les activités clandestines qui se succèdent faute de surveillance et protection. Tout ceci engendre ce que Javier Valenzuela appelle un écosystème de violence frontalière.

Les antécédents légaux Les antécédents sur le problème des travailleurs étrangers aux Etats-Unis, se mélangent d'une certaine manière avec les tentatives pour sanctionner les employeurs. Même si on a discuté au XXe siècle plus ouvertement de la question des sanctions, il est évident que ces dernières étaient utilisés par les

législateurs comme soutien de la loi. La première initiative remonte à 1885, quand la loi fut adoptée et connue sous l'« Alien Contract Labor Law ». En 1917, la politique de restriction migratoire fut consolidée par l'instauration d'un examen d'écriture et de lecture, ainsi que par la création d'une zone d'exclusion pour les Asiatiques, sauf le Japon. Des pouvoirs discrétionnaires étaient donnés aux autorités migratoires pour admettre les membres des groupes exclus. En 1918 on adopta la loi qui permettait d'exclure et déporter les étrangers subversifs, on l'appela Anarchist Act. On imposa en 1921 le système des quotas afin de ralentir le flux migratoire postérieur à la première guerre mondiale. Ce système qui fut adopté comme loi en 1924, freina les immigrants du Sud et d'Europe de l'Est. Ces règles restèrent en vigueur jusqu'en 1952. En 1938, on y apporta un amendement, qui devint le Fair Labor Standards Act. Il incluait des sanctions à l'encontre de ceux qui employaient des étrangers sans autorisation de travail. En 1952, l'introduction, le transport et l'accueil volontaire de travailleurs sans papier devint un acte illégal [5] puni soit par une amende d'un maximum de 2000 \$ soit par un emprisonnement qui pouvait aller jusqu'à cinq ans, ou même par les deux sanctions. Cependant cette mesure ne concernait pas l'emploi des travailleurs sans papiers. Au début des années soixante-dix on essaya d'inclure cette mesure et bien que les sanctions à l'encontre des employeurs rencontrèrent un écho favorable lors des législatures, le Sénat les rejeta. Les Président Ford et Carter établirent alors une législation fixant des peines pour les employeurs « conscients » d'avoir embauché des travailleurs sans papiers. Le Président Carter fit une proposition de loi relative à l'augmentation des contrôles frontaliers, mais on ne lui donna aucune suite lors de la séance du Congrès. Durant les années quatre-vingt le Sénateur Simpson et le représentant Mazzoli organisèrent des audiences conjointes qui débouchèrent finalement sur la loi migratoire de 1983, qui ne fut cependant pas adoptée en raison des différends existant entre les législateurs. La discussion de la loi fut reprise en 1985 et adoptée l'année suivante comme Immigration Reform and Control Act (IRCA). Elle prévoit des sanctions pour les employeurs avec provision anti-discriminatoire. La principale contribution apportée par cette loi est sans aucun doute la « criminalisation » du travail et la connotation criminelle introduite dans la définition de la migration. La meilleure preuve du renforcement de cette définition est la loi criminelle de 1994 qui prévoit l'allocation de fonds pour l'augmentation du nombre d'agents luttant contre l'immigration [6]. Depuis la tentative de 1952 l'innovation juridique réside dans l'établissement de peines criminelles pour ceux qui protégeraient ou emploieraient consciemment des travailleurs sans papiers. L'IRCA établit une peine de 3000\$ et/ou six mois de prison. Pour les récidivistes on établit des

sanctions criminelles. Cependant le service d'immigration durant la première année après l'adoption de la loi se consacra à instruire les employeurs à propos de cette loi et à leur dire comment éviter les sanctions, ce qui consistait en pratique à les entraîner à détecter les faux papiers et à dénoncer les sans papier. L'INS évite de sanctionner les employeurs préférant donner une leçon aux immigrants récidivistes et se montre même prêt à négocier les amendes [7]. Le fait que ni l'INS ni la « border patrol » n'aient un nombre suffisant d'agents pour appliquer les sanctions démontre peut-être le peu d'enthousiasme à « déranger » les hommes d'affaires, préférant ainsi sanctionner les immigrants par des actions, violant souvent les droits de l'homme.

Déportations Les antécédents légaux de déportations se trouvent dans l'Alien Act de 1798 selon lequel le Président peut exiger l'expulsion de n'importe quelle personne qu'il considère comme dangereuse. En 1888 le Congrès sanctionna la déportation de travailleurs étrangers employés durant l'année de leur entrée au pays. Ce pouvoir d'expulsion s'étendit à tous les étrangers entrés en transgressant la loi. Le statut migratoire a maintenu des directives similaires bien qu'étendant la durée qui établissait certaines restrictions pour son application. Finalement ces restrictions furent supprimées lorsque la loi fut adoptée en 1952. Les causes qui déterminent la déportation étaient définies par une mauvaise conduite après l'entrée dans le pays. En 1910 la prostitution était mentionnée bien que le Congrès ait continué à élargir la définition de mauvaise conduite. Cependant il est clair que la faute la plus importante est l'entrée dans le pays sans inspection. D'autres raisons se réfèrent aux activités criminelles subversives, immorales, aux activités de contrebande et de trafics de drogue. En plus de la déportation il existe dans la loi l'interdiction du territoire dont les raisons sont similaires à celles de la déportation et qui autorisent tout simplement le service de l'immigration à interdire l'entrée du pays à celui qui a commis les crimes mentionnés. Il semble y avoir consensus sur le fait que la déportation est une sanction dont la sévérité dépasse la peine criminelle la plus sévère et la Cour Suprême caractérisa la déportation comme une « mesure grave qui équivaldrait au bannissement ou à l'exil » [8]. L'organisme chargé de formuler et de superviser la politique migratoire est le Département de la Justice, dont dépend le Service de l'Immigration et de la Naturalisation (INS). A sa tête se trouve une commission dont la composition est proposée par le Président et approuvée par le Congrès. La fonction policière au sein de l'INS est à la charge de la « border patrol ». La « border patrol » comme l'INS arrêtent les immigrants sans papiers. Ils ont à leur disposition différents centres de traitements et de détention des prisonniers. Il existe 34 points de passages à la frontière, chacun ayant son propre centre de traitement

des prisonniers. Sur les 17 centres de détention du pays, 7 se trouvent à la frontière du Mexique. Un seul se trouve dans un camp militaire, sur une base de la garde côtière de Boston. La répartition des centres de détention par Etat est la suivante :

Centres de rétention par Etat Arizona 1 Californie 2 Texas 4 Hors de la Frontière Colorado 1 Floride 1 Louisiane 1 Massachussetts 1 New York 2 Porto Rico 1 Washington 1 Washington D.C. 1

L'INS possède et dirige neuf de ces centres. Elle en possède quatre autres qui sont gérés par le bureau des prisons, deux appartiennent et sont dirigés par ce dernier et un autre est situé dans un hôpital de Washington D.C., dirigé en collaboration avec un service de santé publique. Le processus de déportation peut s'effectuer de deux manières différentes : soit par rapatriement volontaire, soit après audience. L'option du rapatriement volontaire n'est possible que pour les Mexicains situés dans la frange frontalière, car si le détenu la choisit on le ramène à la frontière et ce dernier repart à pied de sa propre volonté. Dans ce cas on n'intente aucune action judiciaire contre le détenu bien que celui-ci ait transgressé la loi en traversant la frontière sans papiers. C'est sans doute pour cette raison que l'on enregistre un nombre élevé de traversées car nombre de ces rapatriés essayent de retraverser la frontière dès qu'ils se trouvent au Mexique. Pour la petite histoire on raconte que nombre de rapatriés sont détenus plus de cinq fois en un jour et même souvent plus. Le détenu peut aussi solliciter une audience de déportation devant le juge de l'immigration. On ne lui procure pas d'aide légale bien qu'il ait le droit d'en demander une. Les immigrés sont souvent confinés dans des camps de détention ce qui rend difficile l'accès à l'assistance légale. De plus si l'on réalise que la plupart de ces immigrants sont extrêmement pauvres il semble complètement invraisemblable de penser qu'ils puissent recourir à l'assistance d'une aide légale. A tel point que nombre de victimes des abus de la « border patrol » ou de l'INS sont prises en charge par des organisations philanthropiques ou politiques. Dès qu'un délit est constaté, la position des juges face aux immigrants est beaucoup plus sévère. Non seulement les cautions sont plus élevées mais le pourcentage qu'il faut payer pour la caution est également beaucoup plus important. Asile politique Un détenu peut solliciter l'asile politique grâce à plusieurs procédures. a) Dès qu'il est détenu par une autorité migratoire il a droit à une audience d'asile. Si celle-ci est refusée, le processus de déportation commence. 99% des demandeurs d'asile politique ne sont pas détenus, à l'exception des Chinois. Le détenu a le droit de demander l'assistance d'un avocat bien que l'Etat ne lui procure pas d'avocat public. Avant avec l'asile

politique la personne recevait un permis de travail, selon certaines sources, ceci entraîna certains abus et une certaine corruption, car les avocats présentaient la demande d'asile pour obtenir le permis de travail et ensuite le candidat à l'asile ou bien ne se présentait pas aux audiences, ou attendait patiemment car il n'y avait pas un nombre suffisant de juges pour s'occuper de toutes les requêtes. Actuellement il reste en instance environ un demi million de cas. Dans le cas du Mexique, les demandes d'asile ont augmenté d'une façon spectaculaire, bien que la position négative des autorités migratoires américaines ne change pas. La raison en est la définition politique des pays établie par le département d'Etat : dans les pays considérés comme démocratiques, tels que le Mexique, les citoyens ne sont pas candidats à l'asile. Pour le gouvernement des Etats-Unis il y a au Mexique des élections systématiques et même des partis d'opposition au pouvoir ce qui est suffisant pour démontrer le caractère démocratique du régime. De toutes les façons, on notait 122 demandes d'asile en 1990, pour parvenir à un maximum de 9791 en 1994. On atteint 5292 demandes en 1995, pour un total sur six ans de 22404. 37 ont été acceptées, 5936 refusées, 5817 dossiers ont été classés, il reste 9124 cas. tableau III : Demande d'asile politique de Mexicains [9]

Total Demandes mexicaines

Année	Demandes	% admis	Demandes	% du total	Acceptées	% admis	1990
1990	73 637	14.7	122	0.2	0	0	1990
1991	56 310	33.6	188	0.3	0	0	1991
1992	103 964	37.6	614	0.6	0	0	1992
1993	144 166	21.8	6 397	4.4	0	0	1993
1994	148 348	n.d.	9 791	6.6	6	0.06	1994
1995	73 500	n.d.	5 292	7.2	31	0.58	1995

Le pourcentage de demandes acceptées est toujours aussi faible. En 1993 on accepta 21.8% des cas, mais aucun mexicain, tandis qu'en 1995 le pourcentage ne dépassait pas 0.5%. Contrairement aux autres pays comme Cuba pour lequel l'asile est accordé presque automatiquement, pour le Mexique le processus est très lent est complexe. En effet, dans les cinquante dernières années un seul cas fut admis, celui d'un politicien de l'Etat frontalier de Chihuahua qui durant les années soixante dix emporta la victoire contre le PRI, ce qui lui valut une implacable persécution, accusé de trafic de drogue, torturé par la police il décida de quitter le pays [11]. Après un jugement tardif, on lui concéda l'asile politique, mais jusqu'à maintenant l'INS a fait tout ce qui est en son pouvoir pour le rapatrier, au point de lui refuser un visa permanent. L'INS déclare d'une façon non officielle qu'il est trafiquant de drogue, bien qu'aucune preuve n'ait été produite. L'ironie de l'Histoire, est que le commandant qui le

tortura et servit d'informateur pour le livre qui l'accusa de trafiquant, a fui le Mexique [12]. Le gouvernement sollicite son extradition des Etats-Unis laquelle fut refusée, en partie parce que les témoins, peut-être par crainte, décidèrent de ne pas témoigner. Si l'image des Etats-Unis au Mexique comme refuge contre la persécution politique est en train de changer, aux Etats-Unis elle change également mais dans le sens contraire, puisque l'on se dirige vers une politique de contrôle de la frontière, avec une combinaison d'opérations policières, de constructions, de clôtures et l'utilisation d'une technologie de pointe pour détecter rapidement les immigrés sans papiers. En ce qui concerne la politique, la position de soutien du gouvernement mexicain, consiste à nier « a priori » les requêtes d'asile se basant sur l'ouverture politique mexicaine et en minimisant la persécution et la répression mexicaines. On établit simultanément des barrières légales à l'arrivée des réfugiés politiques.

tableau IV : Murs frontières à la frontière américano-mexicaine

Etats Villes Californie/Baja California San Diego/Tijuana
Calexico/Mexicali Campo/Tecate Arizona/Sonora Nogales/Nogales
Naco/Naco Douglas/Agua Prieta

Le fait que le nombre de demandes d'asile ait augmenté de 942% d'une année sur l'autre est sans importance pour le gouvernement des Etats-Unis qui soutient le gouvernement mexicain afin que celui-ci freine ses propres citoyens. C'est ainsi que l'on ferme le cercle qui propose l'intégration économique avec le Mexique mais sans les mexicains. En 1993 l'administration Clinton approuva l'opération « Blocus », dénommée par la suite « Hold the line » entre El Paso et Ciudad Juarez. Elle fut justifiée par le fait qu'il était plus efficace de freiner les migrants avant qu'ils ne passent la frontière, plutôt que de les poursuivre. Sans compter que la politique de persécution à l'intérieur du territoire américain, avait provoqué des nombreuses plaintes pour atteintes aux droits de l'homme [13]. Ces plaintes étaient adressées aux autorités locales et avaient fait fleurir de nombreuses associations de défense des droits de l'homme, ouvertement opposées aux patrouilles frontalières, ce qui avait détérioré les relations avec le gouvernement mexicain. De plus, on justifia cette mesure en prétextant qu'il fallait freiner les criminels qui passaient du Mexique aux Etats-Unis, ainsi que les Mexicains qui abusent du système d'assistance. « Freiner les criminels » a constitué l'argument essentiel pour favoriser la construction de clôture à la frontière, à tel point que nombre de personnes parlent déjà du nouveau mur de Berlin à la frontière entre les Etats-Unis et le

Mexique. L'opération « blocus » fut efficace et réduisit substantiellement le nombre de prisonniers, de sorte que l'on décida avec l'appui total de Washington de l'étendre à l'Arizona et à la Californie. A San Diego, en Californie, on l'appelle « l'opération « Gate Keeper » et en Arizona l'opération « Safeguard. Pour appuyer la politique de fermeture de frontière, le gouvernement de Clinton promulgua une loi contre le crime, dans laquelle on donnait une grande importance à l'immigration clandestine, en décidant notamment d'augmenter le nombre d'agents de la « border patrol » et de l'INS, la construction de clôture et de critères différents pour mesurer l'efficacité de la « border patrol ». Autrefois la « border patrol » contrôlait un grand nombre de prisonniers, aujourd'hui ils s'avèrent moins nombreux. On a observé une réduction importante de prisonniers dans les zones contrôlées par des « opérations blocus » et une augmentation dans les zones où il n'y en avait pas. Une ou plusieurs explications combinées peuvent être avancées : Le nombre d'immigrants sans papiers n'était pas aussi élevé que le chiffre annoncé officiellement ; les immigrants se déplacent vers les zones moins protégées et les arrestations augmentent. Les méthodes de la « border patrol » sont efficaces. Il y a une augmentation de l'immigration mexicaine en réponse à l'actuelle crise économique.

On peut remarquer une intense campagne de relations publiques de la part des fonctionnaires migratoires, comme par exemple de nombreuses visites de la commissions de l'INS à la frontière et la formation de divers comités de surveillance de l'INS et de la « border patrol ». Le Consul général du Mexique de El Paso participe au « Civilian Advisory Panel to The US Attorney general to review complaint and procedure misconduct of INS employees ». La concordance des points vues démocrates et républicains au sujet de l'immigration est très particulière. La proposition 187 qui restreint l'aide aux immigrants sans papiers a été adoptée en Californie sous l'autorité d'un gouverneur républicain, alors que l'administration démocrate avait déjà durci sa position, quoique plus discrètement. Cependant les deux partis ont trouvé commode d'accuser les Mexicains d'être la cause de la crise économique et fiscale des Etats-Unis. Ils ont pris ces derniers comme boucs émissaires, d'autant plus faciles à utiliser qu'ils méconnaissent les lois américaines, que les réseaux politiques importants d'aide aux migrants sont peu nombreux, mais également à cause de la faiblesse du gouvernement mexicain, qui au lieu d'entamer un processus d'intégration économique, a laissé de côté l'étude bilatérale des questions sensibles, parmi lesquelles celles immigrants sans papiers est sans doute la plus importante.

Conclusion Les décisions gouvernementales entre le Mexique et les Etats-Unis destinées à ralentir l'immigration ont échoué. L'installation d'usines de sous-traitance à la frontière est un échec. Ces dernières ont engendré la création de 500.000 emplois mal payés, intègrent à peine 2% de produits nationaux (essentiellement des emballages). En outre elles ont causé de graves dommages au milieu ambiant en ne respectant pas les règlements de protection de l'environnement [14]. Ces entreprises ont créé de gigantesques cordons de misère tout le long de la frontière Mexique-Etats-Unis. 60% de la ville de Juarez, ville frontalière avec El Paso, Texas, abritent des implantations irrégulières. Elles n'offrent donc certainement pas les services minimum tels l'eau courante, le tout-à-l'égout, etc. Ces cordons ne freinent ni la migration, ni les microbes ou les bactéries et la pollution qui n'exigent ni passeport ni visa, et c'est ce qu'aucune autorité migratoire ne réussira à arrêter, même par erreur. La migration, même volontaire, répond à une situation économique complexe. Les cyniques prétendent qu'il s'agit d'un processus de reconquête silencieuse des territoires que le Mexique perdit au XIXe siècle, d'autres prétendent que c'est le véritable référendum de la politique économique du régime. Bien sûr, la migration mexicaine a augmenté grâce à l'existence des réseaux de soutien et d'échange qui facilitent l'absorption, l'emploi et une meilleure compréhension de la société dans laquelle les migrants s'insèrent, mais en réalité ils abandonnent leur pays car les conditions de vie sont intolérables. On indique que certains Mexicains émigrent en acceptant une réduction de leur statut social. On a vu des femmes programmeuses d'ordinateurs accepter des places d'employées de maison, ou des maîtresses d'école qui émigrent pour faire la cueillette. Le Mexique est en train de gâcher l'énorme investissement destiné à augmenter le niveau de vie de sa population. Dans l'immigration actuelle on trouve des professionnels, des enseignants et des scientifiques qui abandonnent le pays, recherchant des revenus plus élevés et dont la qualification servira aux Etats-Unis. Si cette tendance continue le Mexique deviendra à l'avenir une société divisée entre une élite bien préparée et une masse non préparée puisque les couches sociales moyennes trouvent un salaire plus attirant au Nord. La solution est complexe et nécessite plus que de simples mesures policières. Elle exige l'assistance de tout ceux impliqués dans la formation de ce phénomène, c'est à dire les entreprises mexicaines, étrangères et multinationales qui ont bénéficié de l'exploitation de ces individus qui maintenant ont besoin d'émigrer. Il serait plus juste qu'ils coopèrent pour alléger cette charge qu'ils ont créée, et ce par un accord similaire à celui conclu lors la réunion de Rio, où il a été décidé que ceux qui détérioraient l'environnement devaient réparer les dommages qu'ils avaient créés. Transférons ce concept aux êtres

humains, nous devons exiger que ceux qui ont causé la misère humaine paient pour réparer les dommages. L'étude de Vernez et Ronfeldt [15] suggère qu'une augmentation de l'immigration affecte d'une façon négative le niveau du salaire. Ce qui veut dire que l'immigration mexicaine joue un rôle fondamental dans la réduction des salaires, ce qui permet de maintenir une inflation minimale et de soutenir la compétitivité des Etats-Unis. Ainsi les abus infligés aux Mexicains par les Etats-Unis ont permis de réduire encore plus l'inflation. Cependant les Etats-Unis présentent les migrants mexicains comme des délinquants. Ainsi, on constate une discrimination contre les Mexicains dans chaque aspect de la société jusqu'à la militarisation de la frontière entre les deux pays avec les excès que cela entraîne de la part de la « border patrol », et la création d'une zone de crime qui étend ses effets jusqu'en Amérique Centrale, où les « polleros » [16] mettent des petites annonces dans le journal, trompant ainsi et brimant les gens pauvres. Les Etats-Unis sont la cause de l'immigration sans papiers et doivent prendre part à l'élaboration d'une solution. Le Southwest US-Mexico Border Policy Group créé à El Paso au Texas suggéra pour réduire le niveau de la violence frontalière un déplacement des contrôles migratoires à 25 miles vers le Nord, la frange frontalière deviendrait ainsi une zone d'amortissement où la force du travail s'écoulerait librement. Inutile de préciser que l'INS et la « border patrol » s'opposèrent avec force à ce projet. Pour paraphraser l'Ambassadeur du Brésil au Mexique, Carlos Augusto Santos Neves : il faut envisager la migration comme la solution car le problème est la misère extrême et la disponibilité d'emplois mal payés [17]. Le Mexique et les Etats-Unis doivent trouver une solution permanente qui appréhende l'immigration comme un facteur naturel. Le Mexique tente en même temps d'élever son niveau économique en donnant la priorité à l'amélioration de la qualité de la vie. En attendant la solution de l'immigration doit être bilatérale. La communauté internationale a développé un statut de réfugié politique pour les personnes persécutées (en raison de leurs idées politiques notamment), maintenant elle doit développer un statut de réfugié économique pour ceux qui furent exploités par les systèmes économiques dans lesquels ils s'insèrent. L'existence d'un pays et un sous-continent divisé entre une poignée de multimillionnaires et une masse de « crève la faim » n'est pas seulement immorale, c'est aussi invivable. Les Etats-Unis ont la possibilité de mieux utiliser la progression économique mexicaine, pour intégrer de la sorte une zone sans pauvreté qui améliorerait le niveau de vie au Mexique et qui diffuserait jusqu'en Amérique Centrale. Les autorités migratoires mexicaines révèlent, que l'on trouve 42.000 personnes provenant du Salvador munis de papiers d'identité dans le pays, ce qui signifie

probablement 500.000 sans papiers. Le Mexique constate à sa frontière Sud les mêmes problèmes que les Etats-Unis observent à leur frontière Sud. Les solutions partielles et à retouches ne marcheront pour aucun pays tant qu'ils ne trouveront pas de solutions globales qui tirent l'Amérique Latine de son retard endémique. La nouvelle vague anti-migratoire, et plus spécifiquement anti-mexicaine, qui traverse les Etats-Unis, avec la Californie pour centre, est davantage due à une combinaison de l'escalade républicaine qui a incendié le pays contre les démocrates en exploitant les peurs par une redéfinition des ennemis. Campagne qui sert à préparer la campagne présidentielle de 1996, avec le mécontentement lié à une récession prolongée initiée par les républicains et qui, bien que résorbée par les démocrates, n'a pas encore eu de retombées psychologiques sur l'américain moyen. Les Etats-Unis se trouvent au centre, d'une importante confrontation idéologique qui redéfinit le rôle de l'Etat et probablement les relations entre la société et la société politique. Malheureusement, les deux positions extrêmes de la polémique ont concentré leurs énergies sur les immigrants, avec ou sans papiers d'identité, ou ces derniers sont sans aucun doute les plus vulnérables. Cet état de fait n'aide évidemment pas à planifier un futur meilleur et encore moins à planifier des relations cordiales entre les Etats-Unis et leurs voisins du Sud.

[Revenir à la partie précédente](#)

[1] Le gouvernement mexicain (1988-1994) créa le groupe Beta dirigé par le Secretariat du Gouvernement, formé par des policiers choisis dans plusieurs corps policiers pour s'attaquer à la criminalité dans la terra de nadie entre Tijuana et San Diego. La première mesure consista à interdire l'entrée des policiers dans la zone, la criminalité fut réduite considérablement.

[2] Calavita Kitty, op. cit., p. 10.

[3] Calavita Kitty, op. cit., p. 6-9.

[4] Wolf, Daniel, Undocumented Aliens and Crime. The Case of San Diego County, San Diego, University of California, San Diego Center for U.S.-Mexican Studies Monograph Series, 29., 1988, p. 1.

[5] Beradi Gayle K., « The Ramifications of IRCA Employer Sanctions : A Case Study of an East Texas Community », Rio Bravo, Vol. II, n° 2 Spring, 1993, pp. 61-84.

[6] Administration Plans Hard Reform, El Paso Times, Enero 10, 1995, p. 3A.

[7] La description de la position de l'INS est fondée sur un entretien avec Alfred Giugni Directeur du district à El Paso, (9 nov. 1994).

[8] Gordon Gittel, Gordon Charles, Immigration Law and Procedure, New York, Mathew Bender and Co., 1991, p. 71-72.

[9] Source : U.S. Department of Justice, Immigration and Naturalization Service, INS Fact Book, U.S Government Printing Office, 1993, p. 16 ; U.S. Department of Justice, 1993 Statistical Yearbook of the Immigration and Naturalization Service, september 1994, p. 85.

[10] De octobre 1994 à mars 1995.

[11] Shmidt, Samuel, « De policias Fronterizos », UnomasUno, Dic. 22, 1994, p.9.

[12] Poppa, Terrence E, Druglord : The Life and Death of a Mexican Kingpin : a true story, New York, Pharos Book, 1990.

[13] America's Watch, Brutality Unchekek : Human Rights Abuses along the U.S. border with Mexico, New York, Human Rights Watch, 1992

[14] George Baker, « Mexican Labor is not Cheap », Rio Bravo, n° 1, Fall, 1991.

[15] Vernez Georges, Ronfeldt David, op. cit.

[16] On appelle ainsi ceux qui introduisent les gens sans papier.

[17] L'Ambassadeur se referrait aux favelas comme solution, le problème est le manque de logement. Il ne niait pas que les favelas ne réunissaient pas les conditions minimales d'un logement digne.